

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 25 (2018)
Heft: 1: Attraktive Orte zur Aufnahme ausländischer StudentInnen =
Accueillir l'étudiant.e étranger.ère

Artikel: Une superpuissance éducative : l'Union soviétique et la formation des
élites du tiers-monde (1956-1991)
Autor: Katsakioris, Constantin
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-772390>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une superpuissance éducative

L'Union soviétique et la formation des élites du tiers-monde (1956–1991)

Constantin Katsakioris

En 1989, alors que le «bloc» soviétique était en train de s'effondrer et que l'URSS sombrait dans la crise, 67'478 étudiants des pays du tiers-monde s'instruisaient encore dans le pays de Lénine aux côtés de 46'767 étudiants venant de pays socialistes d'Europe de l'Est et d'Asie ainsi que de Cuba.¹ Cette année-là, un rapport confidentiel des services de renseignement des Etats-Unis faisait ainsi le point sur la politique soviétique en matière de formation des cadres étrangers: «Le programme de formation d'étudiants étrangers de Moscou a évolué, de l'effort qui a commencé dans les années 1920, quand des révolutionnaires sélectionnés étaient acheminés en Union soviétique afin de recevoir une éducation strictement politique, jusqu'à prendre [aujourd'hui] la forme d'une structure d'enseignement sophistiquée qui intègre l'endoctrinement politique aux formations académiques.»² Trois ans plus tard, dans son étude sur *La formation des cadres africains en Europe de l'Est depuis 1918*, le politologue togolais Fafali Koudawo analysait la coopération éducative entre l'Afrique et les pays socialistes pendant la guerre froide en mettant l'accent sur les questions académiques sans perdre de vue les réactions africaines. Toutefois, comme le titre l'indique, son schéma narratif, qui commençait avec l'Internationale communiste (Komintern, 1919–1937) et la fondation de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient en 1921 pour aboutir à 1991, manquait de replacer la coopération de la période 1956–1991 dans le contexte international de la guerre froide et restait centré sur la continuité des visées politiques de l'URSS.³ Très répandus jusqu'à nos jours, ces récits avaient eux-mêmes été alimentés par la création de l'Université de l'amitié des peuples à Moscou en 1960. Rebaptisée «Patrice Lumumba» en février 1961 en hommage au Premier ministre congolais assassiné et bien que conçue comme un symbole d'internationalisme, cette université, qui était en premier lieu réservée aux étudiants du tiers-monde, venait «confirmer» aux yeux de nombre d'observateurs que, sous couvert d'une aide éducative généreuse, Moscou persistait dans ses objectifs révolutionnaires. Les révélations qui marquèrent les années 1970 venaient accrédi-ter ces récits: Rohana Wijeweera, le dirigeant du Front populaire de libération qui, en 1971, mena la révolution au Sri Lanka, de

même que le terroriste vénézuélien, Carlos Ramirez Sanchez, avaient étudié à l'Université Lumumba.⁴

Cet article revisite la politique soviétique de formation de cadres nationaux pour les pays du tiers-monde pendant la guerre froide à partir de documents tirés des archives russes et ukrainiennes déclassifiées et entend analyser ses caractéristiques propres, son évolution et ses objectifs. Comme Patrice Yengo et Monique de Saint Martin l'ont récemment souligné, contrairement aux idées reçues, cette politique constituait en premier lieu une coopération aux objectifs éducatifs et ne doit pas être confondue avec la formation de cadres politiques dans les universités communistes de l'entre-deux-guerres.⁵ Des écoles pour la formation de cadres politiques et syndicaux existaient également dans l'URSS de l'après-guerre, à l'instar de l'Institut des sciences sociales auprès du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (CC du PCUS) fondé en 1962, de l'École du Komsomol (Union de la jeunesse communiste) pour la formation des jeunes militants et de celle du Conseil central des syndicats de l'URSS. Ces trois écoles, qui à certains égards prirent le relais des écoles du Komintern, ne seront pas abordées dans cet article, pas plus que la formation de militaires ou de cadres des services de renseignement.⁶ Nous nous focaliserons sur la formation d'étudiants «ordinaires», ingénieurs, médecins et autres spécialistes, sans perdre de vue les politiques engagées par les pays du Sud qui étaient les premiers concernés par la formation de leurs élites, ni l'arrière-plan de la guerre froide globale entre l'Est et l'Ouest.⁷ Dans ce contexte international d'émergence du tiers-monde et de la guerre froide, l'URSS revendiqua en effet ce rôle éducatif et devint une véritable superpuissance dans ce domaine, un des plus grands donateurs d'aide éducative, tout en se démarquant par la spécificité de ses coopérations.

Le tiers-monde et la coopération éducative de l'URSS

La mort de Staline en mars 1953, la vague des indépendances des colonies et l'émergence de mouvements afro-asiatiques, puis non-alignés, constituèrent les principales raisons qui motivèrent le changement radical de la politique internationale de l'URSS qui vit le jour au milieu des années 1950. Auteur de ce virement, le nouveau secrétaire général du PCUS, Nikita Khrouchtchev, fit une place importante aux relations avec le tiers-monde. Contre la politique de Staline et la ligne des staliniens, Khrouchtchev défendait la thèse selon laquelle l'Union soviétique n'avait plus intérêt à se replier sur le camp des pays sous régime communiste. Il rappelait les positions de Lénine sur «l'éveil de l'Orient» et sa vision en faveur du rapprochement entre l'URSS et les mouvements nationaux anti-impérialistes, et prônait l'ouverture vers les pays non

Tab. 1: *Principaux établissements d'enseignement supérieur et technique créés ou développés par la coopération soviétique dans les pays du tiers-monde*

Pays	Etablissements	Années	Financement	
Asie	Inde	Institut technologique de Bombay	1957–1965	Crédit accordé par l'URSS
	Birmanie	Institut technologique de Rangoon	1958–1961	Idem
	Indonésie	Institut technologique d'Ambon	1961–1966	Idem
	Cambodge	Institut polytechnique de Phnom Penh	1962–1965	Idem
	Afghanistan	Institut polytechnique de Kaboul	1963–1967	Idem
	Syrie	Instituts polytechniques de Homs et Lattaquié	1975–1985	Idem
Afrique	Ethiopie	Institut technique de Bahir Dar	1960–1963	Donation soviétique
	Guinée	Institut polytechnique de Conakry	1960–1964	Crédit accordé par l'URSS
	Mali	Ecole d'administration de Bamako	1963–1965	Idem
	Tunisie	Ecole nationale d'ingénieurs de Tunis	1963–1968	Idem
	Algérie	Centre africain des hydrocarbures et du textile de Boumerdès	1964–1967	Donation soviétique
	Algérie	Institut national des industries légères à Boumerdès Institut des mines et de la métallurgie à Annaba	Années 1970	Crédit accordé par l'URSS

Source: A partir des rapports annuels du Ministère de l'enseignement de l'URSS sur la coopération internationale. Voir les Archives d'Etat de la Fédération de Russie à Moscou (GARF), fonds R-9606, opis' (inventaire) 1, delo (dossier) 3008 pour l'année 1967, d. 6829 pour 1975 et d. 9120 pour 1980.



Fig. 1: *Etudiants de Guinée-Bissau à l'Institut d'aviation civile de Slaviansk en visite dans une usine en octobre 1975. (Archives centrales des organes du pouvoir de l'Ukraine, TsDAVO, f. 4621, op. 13, d. 3870, l. 62)*

communistes et les mouvements politiques jusque-là méprisés et qualifiés de «petit-bourgeois». En même temps que cette nouvelle politique promouvait la déstalinisation, elle ne reflétait pas moins la conviction – que le lancement du satellite Spoutnik en 1957 renforçait – que le modèle soviétique était supérieur à celui des pays occidentaux, qu'il pouvait inspirer les pays du tiers-monde et les rapprocher de l'URSS.

Si la crise de Suez en 1956 signa ce grand virement géopolitique, l'«offensive culturelle soviétique» ne fut pas moins impressionnante.⁸ Le PCUS créa la même année le Comité soviétique de solidarité avec les pays d'Asie et d'Afrique, mobilisa les institutions pour les échanges culturels, le Comité des organisations de jeunesse (KMO) ainsi que l'Union des écrivains soviétiques, et remit en marche la recherche scientifique sur les pays en voie de développement. Entre aide au développement et politique culturelle, la coopération éducative évolua rapidement. Son premier volet était l'octroi de bourses aux étudiants venant d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour se former en URSS. Le second volet était l'envoi de professeurs et, comme le rappelle le tableau suivant, la création d'établissements d'enseignement supérieur ou technique dans les pays du tiers-monde.

Les accords de coopération technique et culturelle avec l'Inde, l'Indonésie et la Birmanie en 1956, l'Égypte en 1957, la Syrie en 1958, l'Irak et la Guinée Conakry en 1959, posèrent le décor de l'aide soviétique dans la formation de cadres nationaux et de l'accueil des étudiants du Sud. Parallèlement à la coopération visant à la création de l'Institut technologique d'Ambon qui allait former des spécialistes, comme des ingénieurs de la marine et des océanographes, l'Indonésie du président progressiste Ahmed Sukarno entreprit de former ses cadres nationaux en URSS soit grâce aux bourses d'études octroyées par l'URSS, soit avec le financement de l'État indonésien. En 1957, l'Égypte devint le premier pays arabe à signer un accord de coopération culturelle avec l'URSS et à envoyer des étudiants dans les universités soviétiques, tandis que deux ans plus tard des scientifiques soviétiques se rendaient à l'Institut de pétrole de Suez afin de participer à la formation des spécialistes égyptiens.⁹ Sous le régime du colonel Abdel Karim Kassem (1958–1963), qui opta pour un partenariat étroit avec les pays socialistes, l'Irak devint de loin le plus grand exportateur d'étudiants en URSS. En partie entretenus par Bagdad, leur nombre atteignit 1306 en 1963 pour décliner après la chute de Kassem, quand le financement du Gouvernement irakien fut suspendu. Toutefois, la logique de la coopération demeura la même et visa principalement à la formation des ingénieurs et autres cadres qui allaient ensuite travailler dans les entreprises publiques et l'administration, voire mettre en valeur les ressources naturelles, et en premier lieu dans le domaine de l'énergie. Ayant des objectifs économiques similaires, la Syrie et l'Égypte finançaient également une partie des frais d'études de leurs ressortissants.¹⁰

La volonté de certains pays du Sud de financer les études de leurs ressortissants ainsi que les nombreuses demandes d'octroi de bourses venant notamment de l'Afrique subsaharienne confirment que l'initiative ne venait pas uniquement de Moscou. Du point de vue de plusieurs pays du tiers-monde, former des cadres nationaux en URSS et dans les autres pays socialistes afin de remplacer les coopérants occidentaux et de «nationaliser» les ressources humaines signifiait réduire la dépendance face aux anciennes métropoles, préparer le terrain pour la nationalisation des ressources naturelles, consolider l'indépendance nationale, se nourrir de l'émulation engendrée par le modèle soviétique et tirer parti de son expérience. Sans doute en finançant les études de leurs ressortissants, les gouvernements des pays du Sud entendaient également contrôler leur sélection et assurer leur suivi dans un pays admiré pour son industrialisation rapide et ses exploits technologiques et militaires, mais dans le même temps très suspect dans ses intentions politiques et son identité idéologique et culturelle.

L'Union soviétique répondit à leurs aspirations et prit leurs inquiétudes en considération. Alors qu'elle défendait vigoureusement le droit des pays postcoloniaux

Tab. 2: *Etudiants du tiers-monde et de pays socialistes en URSS par région ou pays d'origine*

Région	Année académique					
	1964/65	1969/70	1975/76	1979/80	1985/86	1989/90
Amérique latine (sans Cuba) *1	641	1345	2251	4493	6913	7976
Afrique subsaharienne et sahélienne *2	2794	4459	6331	12'627	18'118	25'040
Afrique du Nord et Moyen-Orient *3	2623	3994	7099	12'191	19'810	21'265
Asie, pays non-alignés et autres *4	1782	3068	3808	5140	11'900	13'197
<i>Total tiers-monde</i>	<i>7840</i>	<i>12'866</i>	<i>19'489</i>	<i>34'451</i>	<i>56'741</i>	<i>67'478</i>
Asie, pays socialistes *5	5266	6336	6673	11'821	15'397	22'380
Cuba	1116	586	2454	6897	10'364	6395
Europe de l'Est *6	5282	6156	12'003	19'789	16'833	17'992
<i>Total pays socialistes</i>	<i>11'664</i>	<i>13'078</i>	<i>21'130</i>	<i>38'507</i>	<i>42'594</i>	<i>46'767</i>

*1 Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Guatemala, Grenade, Guyane, Honduras, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Porto Rico, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela. *2 Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée Conakry, Guinée équatoriale, Comores, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Léone, Somalie, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe. *3 Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats arabes unis, Iran, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Soudan, Syrie, Tunisie, Turquie, Yémen du Nord, Yémen du Sud. *4 Afghanistan, Bangladesh, Cambodge (jusqu'en 1979–1980), Chypre, Inde, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande. *5 Chine, Corée du Nord, Mongolie, Vietnam, Laos, et Cambodge à partir de 1985–1986. *6 Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Source: A partir des tableaux annuels du Ministère de l'enseignement de l'URSS. Chaque année, tous les établissements d'enseignement recensaient leurs étudiants étrangers en octobre et envoyaient la recension au Ministère qui produisait ensuite un tableau annuel à l'échelle de l'URSS. Voir GARF, f. R-9606, op. 1, d. 2381, l. 1–6, d. 3957, l. 1–6, d. 7244, l. 1–8, d. 9121, l. 7–11. Pour 1985–1986, voir op. 3, d. 984, l. 8–14 et, pour l'année 1989–1990, voir le fonds 9661, op. 1, d. 772, l. 1–7.

à nationaliser leurs ressources et leur offrait des centaines de bourses d'études, elle exempta leurs ressortissants de cours obligatoires de marxisme-léninisme jusqu'en octobre 1968. En même temps, parallèlement à l'octroi de bourses d'Etat aux gouvernements étrangers, elle réserva un grand nombre des bourses aux membres de partis politiques et d'organisations syndicales, soit communistes soit «patriotiques progressistes» et anti-impérialistes. Contrairement aux bourses d'Etat qui matérialisaient l'aide au développement que l'URSS offrait aux pays du tiers-monde au nom de la solidarité internationaliste dans le cadre de la coopération d'Etat à Etat, celles octroyées par les organisations sociales et syndicales soviétiques aux partis de gauche et aux organisations anti-impérialistes afro-asiatiques et latino-américaines visaient à encourager et à récompenser leurs militants. Ainsi, à l'exception des Cubains, qui furent vite «promus» du tiers au second monde, et des Nicaraguayens, après la prise de pouvoir par les Sandinistes en 1979 qui étaient majoritairement des boursiers d'Etat, quasiment tous les étudiants latino-américains recevaient leurs bourses selon des critères politiques par le biais des partis et des organisations. C'était également le cas des Palestiniens et des Kurdes au Moyen-Orient, ainsi que des Angolais, Mozambicains, Guinéens et Cap-Verdiens jusqu'à la fin du colonialisme portugais en 1974, ou des membres d'autres organisations anti-impérialistes africaines, comme le Parti africain de l'indépendance sénégalais, le Sawaba nigérien et le Congrès national sud-africain (*African National Congress*). Au total, parmi les étudiants asiatiques et africains environ un quart d'entre eux recevaient une bourse sur critère politique par le biais d'un parti ou d'une organisation qui, le plus souvent, mais pas nécessairement, s'opposait au gouvernement de leur pays. Comme la majorité écrasante des boursiers d'Etat, l'ensemble des boursiers politiques étudiaient aux frais de l'URSS. Le tableau suivant illustre l'évolution des effectifs de tous les étudiants étrangers en URSS.

Encadrement et formation des étudiants étrangers

A l'arrivée des premiers grands contingents, le Bureau politique du Comité central du PCUS posa les objectifs à la fois académiques et politiques de leur formation. Dans un décret confidentiel de novembre 1960, il demandait «aux organisations du Parti, du Komsomol, des syndicats et aux directeurs des établissements d'enseignement supérieur de veiller aux études, à la formation et la vie quotidienne des étudiants, des doctorants et des stagiaires, afin qu'ils deviennent non seulement des spécialistes hautement qualifiés, mais aussi des personnes aux opinions progressistes, de véritables amis de l'Union soviétique».¹¹ Former de bons spécialistes démontrerait d'une part la supériorité de l'université soviétique

et du socialisme, et augmenterait les chances des diplômés d'accéder à l'élite, ce qui, par voie de conséquence et vu de Moscou, étofferait les influents réseaux russophones. Faire des étudiants du tiers-monde de véritables amis de l'URSS constituait, d'autre part, un pari plus complexe et difficile qui nécessitait l'engagement des organisations soviétiques et de leurs boursiers. Encadrement et activités culturelles, cours supplémentaires et endoctrinement, rétributions ou sanctions faisaient partie de l'arsenal des établissements d'enseignement et des organisations sociales et politiques soviétiques.

Si les objectifs étaient les mêmes, aussi bien pour les boursiers d'Etat que pour les boursiers politiques, ces derniers, qui dépendaient des organisations soviétiques, devaient souvent assumer un rôle syndical de premier plan au sein des amicales nationales [*zempljačestva*], qui constituaient l'unité principale de politisation dans chaque ville et établissement, et à l'échelle même de l'URSS. Avec le soutien discret du Komsomol, qui les aidait à résoudre les problèmes de leurs collègues, ce qui contribuait à gagner leur estime, les boursiers politiques étaient élus à la tête des amicales. Ils mobilisaient leurs membres pour les manifestations culturelles et donnaient le ton idéologique lors des congrès, des conférences et des commémorations. Les boursiers algériens des organisations soviétiques, membres du Parti de l'avant-garde socialiste, aidaient notamment à l'accueil de nouvelles promotions et recrutaient leurs compatriotes boursiers d'Etat dans leurs cellules politiques communistes, ce qui provoquait la réaction de l'ambassade algérienne.¹² Arrivé en URSS en 1966 avec un visa touristique et une bourse du Comité des organisations de jeunesse, Hussein Habib Abdallah, membre du PC irakien qui échappa à la persécution du régime de Bagdad, s'inscrivit d'abord à l'Université Lumumba et fut ensuite transféré à Stavropol avec pour mission de diriger l'amicale irakienne locale.¹³ En guise de rétribution pour leur engagement, plusieurs dirigeants des amicales d'étudiants à l'Université Lumumba disposaient d'un petit quota de bourses pour faire venir en URSS leurs camarades et parfois des membres de leur famille. Les voyages à l'étranger pour assister à des réunions politiques, la participation aux festivals internationaux de jeunesse ainsi que les vacances dans les lieux de villégiature réservés aux élites du Komsomol constituaient d'autres formes de rétribution.

Contrairement aux amicales nationales, les conseils internationaux d'amitié regroupaient des étudiants de toute nationalité. Dominés pourtant par les militants du Komsomol, ils œuvraient pour assurer la participation active des étudiants étrangers aux fêtes internationales et soviétiques, tels le 1^{er} Mai et la commémoration de la Révolution d'octobre. Par-delà ces manifestations, ils encourageaient également le travail manuel qui faisait partie intégrante de l'éducation socialiste. Sous les auspices des conseils d'amitié et du Komsomol, un étudiant du tiers-monde sur dix rejoignait chaque année les équipes internationales de construction,

travaillait pendant ses vacances d'été dans des usines ou des sites de construction près de la ville où il étudiait et consacrait une partie de sa rémunération à la cause internationaliste, comme le combat du peuple vietnamien.¹⁴ Certains étudiants néanmoins, motivés par l'aventure et l'idéologie, décidaient de partir beaucoup plus loin. Ils intégraient les brigades de construction internationales qui partaient en Sibérie pour participer à la mise en valeur des Terres vierges, travailler dans les nouveaux kolkhozes et construire des bâtiments, des lignes ferroviaires et autres infrastructures. Pendant l'été 1966, cinq brigades internationales, comptant environ 250 étudiants étrangers, furent à l'œuvre en Sibérie. La même année, environ 1000 étudiants étrangers, dont 250 qui participaient aux brigades, travaillèrent dans des usines et sur des constructions.¹⁵ Beaucoup d'étudiants étrangers furent honorés par des médailles pour «l'aménagement des Terres vierges». En 1975, à l'occasion de son 15^e anniversaire, l'Université Lumumba reçut le prix d'Etat pour le travail de ses équipes internationales de construction.¹⁶

Si importantes que fussent ces expériences, les activités culturelles faisaient également partie intégrante de la formation et de la vie estudiantine et ce tout au long de l'année académique, en même temps qu'elles permettaient aux organisations soviétiques de surveiller l'humeur politique des étudiants étrangers. Le théâtre, qui constituait l'une des activités préférées des étudiants soviétiques, attira aussi beaucoup d'étudiants du tiers-monde. En 1966–1967, la Maison de l'amitié de Leningrad accueillait plus de 20 troupes d'amateurs qui comptaient au total environ 300 étudiants. Parmi eux, il y avait des représentants d'une vingtaine d'amicales du tiers-monde. Les responsables du Komsomol avaient de bonnes raisons de se féliciter de cette participation des étudiants étrangers dans les troupes universitaires, parce qu'elle facilitait leur intégration et complétait leur formation esthétique et politique. En même temps, le secrétaire du Komsomol de Leningrad soulignait une raison supplémentaire: «Le théâtre constitue une forme réussie de contact permanent entre l'équipe des étudiants du Komsomol et les amicales des différents pays», écrivait-il dans son rapport, «ce qui permet d'observer et de contrôler en permanence l'activité des amicales et l'état d'esprit dans les milieux des étudiants étrangers.»¹⁷

Au-delà des activités culturelles, des manifestations politiques et du travail des brigades, la formation et le contrôle des étudiants étrangers au quotidien passaient par les salles de cours et les résidences. Dans la plupart des résidences, les étudiants de différentes nationalités étaient mélangés, tandis que, dans les chambres, ils vivaient le plus souvent par quatre, dont au moins un étudiant soviétique. Le rôle du Soviétique était parfois fustigé par les étudiants du tiers-monde, qui affirmaient ne pas vouloir «vivre avec des Russes parce qu'ils nous espionnent».¹⁸ Recueillir des informations et connaître l'humeur politique des étudiants étrangers – de même que des Soviétiques – était en effet un des prin-

cipaux devoirs du Komsomol. Et pour l'accomplir, comme l'admettait un rapport de 1971 du Komsomol de l'Université d'Etat de Kiev, l'organisation utilisait «non seulement les camarades responsables» qui côtoyaient les étrangers à l'université, mais également «tous les jeunes soviétiques qui viv[aient] avec des étudiants étrangers» dans les résidences.¹⁹ Les informations recueillies et leurs observations servaient entre autres à la rédaction de la *kharakteristika*, la fiche personnelle que les cadres du Komsomol devaient rédiger sur les étrangers. Une *kharakteristika* méticuleuse devait en principe inclure des informations sur la famille, les origines sociales et le passé politique de l'étudiant, décrire brièvement sa vie et ses fréquentations en URSS, présenter sa vision du monde et démasquer éventuellement ses véritables convictions pour ensuite pouvoir mesurer ses perspectives politiques. Entre ces devoirs politiques et leur exécution, il y avait néanmoins un grand écart, principalement dû au manque de motivation, aussi bien des cadres du Komsomol que des étudiants soviétiques, pour qui l'obligation d'encadrer et de surveiller les étudiants du tiers-monde constituait une corvée. Les conflits à cause de malentendus dus à la différence d'habitudes ainsi que de la surveillance constante des étrangers, ce dont ils avaient conscience, étaient assez fréquents et, dans certains cas, obligèrent les responsables à les séparer des Soviétiques. Le mélange des nationalités constituait toutefois la règle qui était appliquée dès l'arrivée des étudiants étrangers pour se former dans les facultés préparatoires et ce jusqu'à la fin de leurs études.

Parmi les professeurs, la grande majorité assumait en premier lieu leurs tâches académiques ordinaires, tandis que la responsabilité quant à la formation idéologique incombait plus particulièrement à ceux qui enseignaient les sciences politiques et sociales. Comme nous l'avons déjà souligné, ces disciplines, qui faisaient partie du cursus obligatoire des Soviétiques et des étrangers qui venaient de pays socialistes, étaient néanmoins facultatives pour les étudiants du tiers-monde jusqu'en 1968. Contrairement à ce qui était souvent répété dans les pays d'envoi ou en Occident, la formation des étudiants du tiers-monde comprenait jusque-là assez peu de catéchisme politique et idéologique. La grande majorité des étudiants ne suivait pas les cours en question et ceux qui les suivaient se présentaient très rarement aux examens. Face aux phénomènes d'abstention généralisée, d'indiscipline et de contestation politique, le Ministère de l'enseignement de l'URSS décida, le 2 octobre 1968, d'imposer à tous les étudiants étrangers l'obligation de suivre chaque semestre un cours, tels l'*Histoire du PCUS*, l'*Economie politique*, les *Principes du communisme scientifique* ou l'*Athéisme scientifique*. Cette décision provoqua la protestation de certaines ambassades étrangères.²⁰ Les témoignages des anciens étudiants suggéraient toutefois que les cours en question représentaient un souci somme toute minime par rapport au fardeau lourd des matières fondamentales de leur spécialisation.²¹

Les disciplines de la spécialisation et la formation scientifique des étudiants constituaient également la première préoccupation des professeurs. Si cette préoccupation faisait partie de leur devoir d'enseignant, elle était également motivée par d'autres considérations. L'URSS se vantait alors de son système d'enseignement et de recherche. Les universités soviétiques étaient censées former des spécialistes avec des connaissances à la fois théoriques et pratiques, supérieures à celles des cadres formés dans les pays capitalistes. Qui plus est, comme l'Etat soviétique payait les frais d'études pour la majorité écrasante des étudiants, il fallait réduire la déperdition en encadrant les étudiants et en mettant en place des programmes d'études renforcés. Dans la pratique, le renforcement des programmes pour les étudiants des pays du Sud, qui fut institué dès le début des années 1960, signifiait qu'il y avait des cours auxiliaires pendant lesquels on reprenait le contenu des cours principaux, des séminaires en petits groupes, voire un programme de rattrapage individuel sous le parrainage d'un professeur ou d'un doctorant soviétique. En cas d'échec, la direction menaçait d'abord de réduire le montant de la bourse et, dans un second temps, d'exclure l'étudiant de l'université. Si on ajoute la nécessité de suivre souvent en parallèle des cours de langue russe, le fardeau du travail que les étudiants étaient censés accomplir devenait sans aucun doute extrêmement lourd.²² Un poste spécial de doyen pour les étudiants étrangers était créé dans tout établissement qui accueillait plus de cent étrangers. Les principales tâches qui lui incombaient étaient de superviser leurs études et la vie estudiantine et de rédiger leur *kharakteristika* académique, à savoir un rapport personnel pour chaque étudiant comprenant des informations précises sur le niveau de ses connaissances, son assiduité, son caractère ainsi que son comportement et ses opinions politiques. La *kharakteristika* constituait ainsi un véritable passeport pour les étudiants qui envisageaient d'entamer des études de troisième cycle. Un étudiant avec une excellente *kharakteristika*, à savoir avec de bonnes notes et un comportement politique impeccable, pouvait également prolonger son séjour en URSS, interrompre et reprendre ses études.

Conclusion

Quand on parle de l'aide au développement que l'Union soviétique accorda aux pays du tiers-monde, cette aide est en grande partie synonyme de sa coopération éducative et notamment de la formation des étudiants dans ses universités. Les domaines de l'enseignement et de la recherche scientifique renforçaient la puissance douce de l'URSS dans le monde, même si son économie planifiée ne mettait pas en valeur le capital humain. La majorité des pays du tiers-monde acceptèrent très volontiers l'aide éducative soviétique et en demandèrent davantage. Avec

le temps, leur inquiétude quant à l'endoctrinement idéologique diminua, parce qu'ils se rendirent compte que l'engouement des Soviétiques était fluctuant et leurs méthodes pas si sophistiquées ni efficaces, les bénéfices de la coopération dépassant largement la prise de risque. L'URSS ne voyait pas par ailleurs la coopération éducative dans la lignée des écoles du Komintern. Sa politique internationale privilégiait les partenariats avec les pays du tiers-monde et les bons rapports avec leurs dirigeants engagés dans la révolution. Si, dans l'entre-deux-guerres, l'URSS se présentait comme une puissance révolutionnaire, après la mort de Staline et jusqu'à la fin de la guerre froide, elle réinventa sa posture internationale pour figurer, entre autres, en tant que superpuissance éducative et scientifique, détentrice du savoir nécessaire pour tous les pays qui sortaient du colonialisme et cherchaient leur voie de développement économique et social. L'investissement dans la formation de cadres nationaux pour le tiers-monde était conforme avec cette nouvelle mission et politique internationale.

Néanmoins, comme les pays occidentaux, la Chine ou encore l'Inde, l'URSS se donna également, à travers sa coopération éducative internationale, l'objectif d'établir des liens privilégiés avec les élites du tiers-monde et de renforcer par leur biais sa position tout en promouvant ses intérêts dans le monde postcolonial. Pour atteindre cet objectif, Moscou mit en place une politique cohérente de formation des étudiants dans les salles de cours et les résidences universitaires. Depuis la sélection de nombreux boursiers par des canaux politiques jusqu'aux efforts pour influencer sur l'identité idéologique des amicales, le but était de ne rien laisser au hasard et d'inculquer ses idées au plus grand nombre d'étudiants possible. Il ne s'agissait pourtant pas d'idées révolutionnaires à la Mao Zedong ou Che Guevara. La devise de l'Université Lumumba était le «culte du savoir», ou encore «Unissons-nous par la science».²³ La formation académique et l'apprentissage de la spécialisation étaient de loin plus importants que la formation idéologique. S'il y avait principalement un objectif politique dans la formation, c'était de convaincre les étudiants de la supériorité morale des pays socialistes et de cultiver leur gratitude envers l'URSS pour son aide «désintéressée» au pays du tiers-monde, y compris pour l'aide éducative dont ils étaient les bénéficiaires. Toutefois, pour toutes ses spécificités et malgré son caractère politique indéniable, la formation des étudiants du tiers-monde en URSS restait en premier lieu académique, tandis que ses visées politiques et économiques à long terme rappelaient celles de tous les pays donateurs d'aide éducative. Ce qui la distinguait nettement des autres et notamment des Etats-Unis, où la plupart des étudiants étaient financés par leur famille ou leur pays, c'était que l'URSS assumait le coût économique de sa politique.

Notes

- 1 Voir le tableau 1 et la note 12. Suivant la définition très vague popularisée pendant les années 1950 et 1960, nous entendons par «tiers-monde» tous les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine à l'exception du Japon et d'Israël, ainsi que des pays socialistes. Souvent regroupés sous la bannière du «seconde monde», les pays socialistes étaient la Chine, la Mongolie, la Corée du Nord, le Vietnam, Cuba et, dans les années 1980, le Laos et le Cambodge.
- 2 Central Intelligence Agency, GI 89-10065, «Moscow's Third World Educational Programs: An Investment in Political Influence», juillet 1989, 1, https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/DOC_0000500645.pdf.
- 3 Fafali Koudawo, *La formation des cadres africains en Europe de l'Est depuis 1918. Des nègres rouges aux russotiques*, Paris 1992.
- 4 Voir: Laurent Coumel, «Moscou, 1960: la fondation de l'Université de l'Amitié des Peuples», *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 12 (2001), <https://www.univ-paris1.fr/autres-structures-de-recherche/ipr/les-revues/bulletin/tous-les-bulletins/bulletin-n-12-grandes-villes-et-relations-internationales/laurent-coumel-moscou-1960-la-fondation-de-luniversite-de-lamitie-des-peuples/>; Tobias Rupprecht, «Gestrandetes Flaggschiff. Die Moskauer Universität der Völkerfreundschaft», *Osteuropa* 60/1 (2010), 95–114; Abigail Judge Kret, ««We Unite with Knowledge». The Peoples' Friendship University and Soviet Education for the Third World», *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East* 33/2 (2013), 239–256.
- 5 Patrice Yengo, Monique de Saint Martin, «Quelles contributions des élites «rouges» au façonnement des Etats post-coloniaux?», *Cahiers d'Etudes africaines* 226/2 (2017), 231–257.
- 6 L'École du Komsomol et celle des syndicats commencèrent à former des cadres du tiers-monde entre 1960 et 1961. Leurs archives demeurent classifiées, de mêmes que celles des écoles militaires. Sur la formation des militaires et des cadres de sûreté à partir des témoignages, voir: Natalia Krylova, «Le centre Perevalnoe et la formation de militaires en Union soviétique», *Cahiers d'Etudes africaines* 226/2 (2017), 399–416; Jocelyn Alexander, JoAnn McGregor, «African Soldiers in the USSR: Oral Histories of ZAPU Intelligence Cadres' Soviet Training 1964–1979», *Journal of Southern African Studies* 43/1 (2017), 49–66.
- 7 Voir Odd Arne Westad, *La guerre froide globale. Le tiers-monde, les Etats-Unis et l'URSS (1945–1991)*, Paris 2007.
- 8 Frederick Barghoorn, *The Soviet Cultural Offensive. The Role of Cultural Diplomacy in Soviet Foreign Policy*, Westport 1960.
- 9 Voir GARF, f. R-9606, op. 1, d. 219, l. (feuilles) 7–12, Rapport du 13. 7. 1959, sur leur travail à l'Institut de Suez.
- 10 D'habitude le tiers du montant de la bourse d'études, ainsi qu'un billet aller-retour. Il n'y avait pas de frais de scolarité en URSS.
- 11 Cité par Apollon Davidson, Sergei Mazov (dir.), *Rossia i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII v.–1960 g.*, Moscou 1999, tome 2, 326.
- 12 Abdellah Ouahhabi, *Un beur à Moscou*, Paris 1988, 36 s.
- 13 Archives pour l'histoire sociopolitique d'Etat de Russie (RGASPI), f. M-3, op. 39, d. 129, l. 212, «Information sur le travail avec les amicales des étudiants étrangers» à la région de Stavropol, du 22. 1. 1968, par le secrétaire du Komsomol de la région, V. Kaznačeev.
- 14 Ce pourcentage correspond aux années 1979–1984, voir RGASPI, f. M-1, op. 39, d. 958, l. 6, Rapport issu du CC du Komsomol.
- 15 RGASPI, f. M-1, op. 39, d. 34, l. 7–16, Rapport du 14. 10. 1966 par M. Žuravleva, B. Ufimcef, et V. Šostakovskij.
- 16 Ludmilla V. Ponomarenko, Elena G. Zueva, *L'URAP et l'Afrique*, Moscou 2010, 102.
- 17 RGASPI, f. M-1, op. 39, d. 68, l. 67, Rapport du 9. 7. 1967, adressé au directeur du Département de la jeunesse estudiantine du Komsomol URSS, V. M. Orël.

- 18 Propos d'un étudiant guinéen, cités dans RGASPI, f. M-1, op. 46, d. 403, l. 141, Rapport «Information sur les amicales des étudiants étrangers qui étudient dans les universités de Kharkov» du 29. 5. 1965, rédigé par L. Didorčuk, secrétaire du Komsomol de la ville, adressé à B. Ufimcev du Komsomol URSS.
- 19 Pour le rapport en question, voir RGASPI, f. M-3, op. 39, d. 296, l. 62.
- 20 Sur cette décision, ainsi que les protestations de diplomates étrangers, voir GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3538, l. 83 s., 138–140.
- 21 Voir Monique de Saint-Martin, Grazia Scarfó-Ghellab, Kamal Mellah (dir.), *Etudier à l'Est. Trajectoires d'étudiants africains et arabes en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est*, Paris 2015.
- 22 Constantin Katsakioris, *Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide*, thèse de doctorat, Paris 2015, 188 s.
- 23 *Scientia Unescamus* en latin. Cf. Kret (voir note 4).

Zusammenfassung

Eine erzieherische Weltmacht. Die Sowjetunion und die Ausbildung der Eliten der Dritten Welt (1956–1991)

Der Artikel untersucht die Ausbildungshilfe, welche die Sowjetunion den Ländern der Dritten Welt seit der zweiten Hälfte der 1950er-Jahre bis zum Ende des Kalten Kriegs zukommen liess. In der ersten Phase wurden Lehrinstitutionen gegründet und Lehrpersonal in die südlichen Länder entsandt. In einer zweiten Phase gewährte man den Studierenden der Dritten Welt Stipendien und sie wurden in der UdSSR ausgebildet. Der Artikel analysiert die Ziele Moskaus und die unterschiedlichen Kanäle, durch die Studierende angeworben wurden, sowie die Massnahmen, die ergriffen wurden, um die Studierenden in den Seminarräumen und den Unterkünften zu betreuen und auszubilden. So wird deutlich, wie die sowjetischen Organisationen versuchten, die ideologische Einstellung der Studierenden zu beeinflussen. Dennoch waren für die sowjetischen Universitäten die akademische Bildung und die spezialisierte Ausbildung weit wichtiger als die ideologische.

(Übersetzung: Anja Rathmann-Lutz)